



Partisan

Le mouvement des sans-papiers : une lutte de travailleurs contre la précarité galopante

Malgré l'attaque à la hache contre les sans-papiers du 23 août, le gouvernement n'a pas pu briser un combat qui remet en cause 20 ans de politique de fermeture des frontières, de chasse aux clandestins, de répression contre les immigrés, et dont les lois Pasqua ne sont que la dernière version. 1500 flics, une opération médiatique d'envergure, et peu de militants finalement expulsés et déjà 120 régularisations.

Le combat continue avec une sympathie grandissante dans l'opinion. Les 300 de Saint-Bernard ne sont pas seuls à lutter. Ils ont été rejoints par des centaines d'autres immigrés de 12 départements. Ils sont organisés en une coordination régionale et en une coordination nationale.

Les travailleurs les plus précaires du pays disent : Assez !

Les immigrés sont avant tout **des travailleurs**. Les sans-papiers de Saint-Bernard l'ont rappelé à plusieurs reprises. **Les plus précaires des travailleurs**, au noir dans le bâtiment, l'habillement ou le commerce. Ils ont participé à la construction du Tunnel sous la Manche, de la Très Grande Bibliothèque.

La plupart des sans papiers vit, demeure, travaille et cotise en France depuis des années. Privés de droit de séjour par les lois Pasqua ou l'arbitraire des préfets, déboutés du droit d'asile, parents d'enfants français non expulsables, mais jamais régularisés, femmes exclues du regroupement familial, enfants nés ici qui ne connaissent que la France, mais sont considérés étrangers par le nouveau code de la nationalité jusqu'à l'âge où ils pourront déposer un dossier... Cette précarité et cette humiliation quotidiennes ne sont plus supportables.

Elle s'ajoute aux contrôles renforcés par le plan Vigipirate (toujours en vigueur), aux dizaines de milliers d'expulsions du territoire, au droit à la nationalité française retiré aux jeunes, né de parents étrangers, qui ont eu des démêlés avec la police, au non-renouvellement de la carte de 10 ans pour trouble à l'ordre public". Et maintenant, c'est le projet de casser des dizaines de foyers de travailleurs immigrés, à l'exemple du foyer "Nouvelle France" de Montreuil.

Les sans papiers veulent vivre au grand jour, debout. Ils remettent en cause les lois anti-immigrés qui les privent aujourd'hui du droit au travail, à la santé, au

logement et à l'éducation. **Les plus précaires des précaires du pays disent : Stop !** "Ça suffit ! Nous nous battons jusqu'au bout." Ils ont raison !

Ce n'est pas en les laissant virer, que les autres travailleurs se protégeront contre l'avenir de précarité qu'on leur prépare. Au contraire !

Pourquoi les sans-papiers ont-ils choisi la France ?

Pourquoi ? Parce qu'issus des anciennes colonies françaises -les anciens territoire d'Outre Mer- eux et leurs parents ont déjà partagé, avec les travailleurs de France, l'exploitation organisée là-bas par les mêmes patrons qu'ici. Depuis plus d'un siècle, patrons, experts et militaires français font la loi (c'est-à-dire le pillage) là-bas comme s'ils étaient chez eux. Pourquoi les travailleurs de ces pays ne pourraient-ils pas chercher les moyens de survivre dans les centres urbains de la France où s'accumulent les richesses issues notamment de ce pillage ? Pourquoi **la liberté de circulation** ne devrait fonctionner qu'au profit des seuls capitalistes ? Comme nous ils sont des victimes du capitalisme français !

"On dit souvent que la France ne peut pas accueillir toute la misère du monde, mais je pose toujours cette question : pourquoi cette misère existe-t-elle, et dans nos pays d'origine, les pays africains, et ici, dans les banlieues des grandes villes françaises ?"
Madjiguène, déléguée des sans-papiers.

Les sans papiers attaqués ! Tous les travailleurs visés !

La fermeté du gouvernement n'est pas une simple manoeuvre électorale. Les attaques contre l'immigration durent depuis plus de vingt ans. Les objectifs du gouvernement sont multiples, mais convergents.

* Incapable de résoudre la crise, il met au point **un arsenal législatif et répressif pour se débarrasser du maximum de travailleurs** devenus superflus. En divi-

sant la classe ouvrière en s'attaquant à la partie la plus démunie, **il tente de réduire la force de nos luttes**. Nous avons vu combien pesait, depuis des années, l'absence des immigrés dans les conflits (comme en novembre et décembre dernier). En désignant un bouc émissaire, il cherche à masquer les causes de la misère et du chômage. Ce ne sont pas les immigrés qui sont responsables des licenciements à Moulinex ou ailleurs.

Demander la régularisation de tous les sans-papiers, c'est vouloir la libre circulation des travailleurs ?

Oui ! Renault ou France Telecom s'étendent comme ils veulent sur toutes la planète. Les hommes d'affaires circulent partout. Et nous, il faudrait qu'on mette des barrières entre nous, alors qu'on a tous le même ennemi ? Ils ont supprimé les frontières entre eux, mais ils voudraient qu'on reste divisés.

Ça, c'est leur logique, pas la nôtre. C'est pour ça qu'il est si important d'ouvrir une autre perspective que la leur. La libre circulation, c'est ça : ne pas se placer sur leur terrain (la concurrence, la rentabilité), mais agir selon nos intérêts. L'union contre eux, au lieu de la division avec eux. Alors, on sera plus forts !

Depuis vingt ans, les gouvernements se sont acharnés contre cette fraction des travailleurs pour nous affaiblir tous, pour dresser des frontières entre nous.

* Mais la division n'est pas le seul objectif, il y a un autre. Celui de tous les capitalistes, de tous les patrons qui rejoint celui du FMI et de la Banque Mondiale, qui est de **flexibiliser et de précariser le travail** au maximum. "J'exploite qui je veux, où je veux, dans des conditions que je fixe moi seul". Cela nous le vivons dans toutes les usines et services publics.

Il veulent donc supprimer toute contrainte législative pour se débarrasser des travailleurs dès qu'ils n'ont plus besoin d'eux, déréglementer, ne plus garantir de protection sociale. De Delors à Juppé-Chirac en passant par Rocard et Balladur, nous en avons vu toutes les facettes se mettre en place.

L'attaque contre les sans-papiers est un volet de cette politique, contre les plus fragiles d'entre nous, et ce doit être la raison fondamentale de notre soutien.

Tous travailleurs exploités ! Tous régularisables !

Le combat des sans papiers et plus largement des immigrés est **un combat de travailleurs exploités**. C'est un combat contre la précarité, la flexibilité, la politique du capital.

Si nous nous laissons diviser et abandonnons une partie d'entre nous, c'est tout notre combat qui est affaibli. Ne laissons pas enfoncer un coin entre nous. Organisons la lutte commune contre nos ennemis communs.

Aussi nous devons refuser le cas par cas, et exiger la régularisation de **tous les sans papiers**. Parce que ni les immigrés, ni les travailleurs français ne sont responsables de la misère. Parce que nous voulons mener une lutte commune pour une vie meilleure, pour une société à notre service.

Face au camp des exploiters qui ne connaissent pas les frontières, nous voulons construire le camp des exploités et son unité internationale. **Et d'abord l'unité entre travailleurs français et immigrés.**

"Bien sûr, tout le monde ne pourra pas être régularisé" (Jospin, le 18 août)

Le PS ne reproche finalement que la méthode à Chirac-Juppé. Il ne faut pas se réjouir son soutien : c'est le soutien de la corde au pendu. Rappelons-nous Joxe et son attaque contre le droit d'asile, Marchand et ses attaques contre les étudiants étrangers, Deferre et ses campagnes contre l'immigration clandestine. Dénonçons le **mensonge honteux** de Rocard qui prétend que son gouvernement de 88 a abrogé la loi Pasqua de 86, alors que **c'est faux** : seules deux dispositions ont été remises en cause.

Pour le PS, il faut traiter **au cas par cas**. C'est accepter des expulsions et la division entre les sans-papiers eux-mêmes. C'est accepter les lois Pasqua pour en améliorer quelques détails. Finalement quoi d'étonnant ? C'est la suite de la politique du PS au gouvernement.

La solidarité de classe avec les sans-papiers impose de lutter pour :

*la régularisation immédiate et sans condition de tous les sans-papiers
l'abrogation des lois et circulaires discriminatoires envers les étrangers (Pasqua et
précédentes)
l'égalité totale des droits
la libre circulation pour tous*

PARISAN - Voie Prolétaire
BP N° 48 93.802 Epinay / Seine
Abonnement à l'essai au journal Parisan: 3 n° : 20 F

**TOUS le Manifestation nationale le 28 septembre
à Paris**